



Débat sur ce que signifie : la crise.

Claude Roussie (SNES-FSU) nous envoie son appréciation sur le texte publié par U&A en ouverture du CDFN de cette semaine :

Voici rapidement quelques remarques à la suite du texte U&A du CDFN qui s'est tenu cette semaine :
« *La crise n'est pas une fatalité !...* »

Sur le titre d'abord. Bien que je ne croie pas à un déterminisme de type mécaniste qui conduit à considérer que l'avenir serait entièrement déterminé par le présent sans que les êtres vivants n'aient d'autre rôle à jouer que celui de robots plus ou moins conscients, je pense que la crise que nous traversons est fondamentalement le résultat des processus en œuvre au sein de la société capitaliste. Si dans leurs formes les crises peuvent être différentes, il y a quelque chose d'inéluctable dans leur venue. Un certain Karl a analysé les dialectiques qui y conduisaient. En ce sens, la crise est une **fatalité**. Mais elle est aussi une opportunité dans le sens où elle est porteuse de la nécessité d'une nouvelle société.

Si je pense avec Unité et Action que : « *la finance, la spéculation et ses retombées ne peuvent être dissociées de ce que certains nomment l'économie réelle...* », je ne peux me satisfaire de la fin de la phrase : « *la crise financière s'est transformée en une crise économique.* ». Si on doit bien tenir compte des interactions entre la sphère financière et celle de l'économie réelle, c'est-à-dire où l'on produit, c'est en quelque sorte mettre la charrue avant les bœufs. En fait c'est la crise économique liée à la baisse tendancielle du taux de profit qui est à la racine de l'emballement actuel.

C'est la même critique que je fais à l'affirmation : « *La crise actuelle résulte des politiques néolibérales.* » La crise ne résulte pas de la politique néolibérale. Cette dernière est la réponse de la classe capitaliste pour trouver les moyens de perpétuer les rapports sociaux. Bien sûr si cette politique permet de surmonter pour un temps les problèmes, elle ne peut empêcher que ne mûrissent les conditions d'une nouvelle crise.

« Cette crise pose bien des questions en termes de valeurs choisies ou non pour fonder notre société. Ce qui doit être remis en cause est une politique qui repose sur un partage des richesses créées de plus en plus défavorable aux salaires et un partage des profits favorisant l'actionnariat au détriment de l'investissement productif et d'un développement au service des besoins. » Je ne comprends pas ce qu'il faut entendre par « valeurs choisies » pas plus que je ne comprends en quoi elles fondent « notre » société. Ce qui fonde notre société, c'est son mode de production qui est conditionné bien sûr par le développement des forces productives, mais de façon déterminante par les rapports de production résultant de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Parler de « valeurs choisies » (par qui sont-elles choisies, sinon par la classe dominante) c'est chercher à comprendre ce qui nous arrive par une approche idéologique. On part des idées pour expliquer le monde et non pas du monde concret, réel (dans lequel les idées jouent un rôle) pour comprendre comment naissent les idées.

« Et c'est justement parce que nous sommes conscients de la gravité de la crise que nous continuons à affirmer la nécessité d'investir dans les services publics qui permettent d'assurer l'égalité des citoyens. »

C'est justement parce que l'on ne semble pas conscient, au-delà de sa gravité, de la nature profonde de la crise que l'on ne voit pas ou que l'on ne donne pas à voir que la nécessité d'investir dans les services publics peut être un moyen d'aider à rétablir les profits de la partie la plus concentrée du capital. L'égalité des citoyens progressant alors sans nul doute par un nivellement par le bas...

J'ai de plus en plus la fâcheuse impression que nos chers camarades s'engluent dans une conception plus proche de Proudhon, inspirateur plus ou moins reconnu de la social-démocratie, que de Marx...

Bien amicalement. Claude Roussie

*

* *

L'effervescence qui se manifeste de façon de plus en plus sensible dans de nombreux domaines de notre société, et pas seulement dans le domaine de l'éducation nationale avec l'importance des grèves et mouvements du 20 novembre, avec l'envie des lycéens et des étudiants de trouver un axe fédérateur pour exprimer de façon efficace leur colère et leurs inquiétudes, nous impose d'être attentivement à l'écoute des questions qui se posent et au travail pour proposer des réponses qui puissent être reprises par tous.

La préparation du 10 décembre, décision qui peut paraître a priori comme insuffisante, voire dilatoire, est une de ces occasions qu'il ne faut pas laisser passer.

Soyons à l'écoute de tous ceux qui attendent de nous des explications, des propositions d'action, la possibilité de croire qu'il est possible de faire autrement, qu'il est possible de gagner. Et c'est possible.

Ne laissons pas nos collègues seuls. Ne laissons pas les lycéens seuls. Ne laissons pas les étudiants seuls.

U&A FSU 64, le 28 novembre 2008